

Territoires des politiques culturelles à l'ère numérique

Mesdames, messieurs,

quelques mots pour livrer la vision d'un DRAC confronté à l'émergence du numérique, à ses conséquences tant pour les politiques culturelles que pour les territoires qu'il investit. En précisant que de mon point de vue, la problématique principale tourne autour du temps, notre relation au temps individuel et collectif, et la répartition de nos activités dans le temps.

Pour Henri Bergson, la perception du temps, c'est la conscience de l'évènement : « plus il y a de pulsations de conscience, plus le temps paraît long »¹.

A l'inverse, le manque de concentration, le manque d'attention, ce serait donc la banalisation des évènements tendant à diffuser l'idée d'une accélération du temps. C'est l'objet d'un ouvrage récent de Bruno Patino² et pour donner une simple illustration de l'évolution de notre capacité de concentration, rappeler que les enfants Romains apprenaient par cœur les 744 vers du livre premier de l'Enéide de Virgile.

De ce point de vue, nos nouveaux médias numériques – que j'entends au sens large de technologies de traitement automatisé de l'information - en nous saturant d'informations, contribuent à altérer notre capacité de concentration. Phénomène d'autant plus préoccupant du fait que l'information n'est pas le savoir, pas plus que la carte n'est le territoire.

L'ethnologue et préhistorien André Leroi-Gourhan a démontré que la caractéristique de la mémoire humaine, et de l'acquisition du savoir, c'était l'échange. L'extériorisation de la mémoire, c'est une respiration indispensable, rendant possible une ré-intériorisation à travers de nouveaux savoirs, permettant de penser par soi-même³. Tout fait humain est pétri de savoirs. La culture, au sens que lui donne l'UNESCO, c'est l'ensemble de ce savoir issu du partage, l'ensemble des traits distinctifs, spirituels, matériels, intellectuels et affectifs, qui caractérisent une société ou un groupe social. Elle englobe, outre les arts, les lettres et les sciences, les modes de vie, les lois, les systèmes de valeurs, les traditions et les croyances.

C'est une somme infinie de gestes et de paroles, le geste pour façonner la nature et ne plus la subir, la parole pour transmettre le geste, et de cet échange, permettre l'acquisition du savoir. Une longue chaîne insécable du silex au silicium, qui relie sans les opposer création et patrimoines.

La culture, c'est d'une certaine manière la capacité d'une civilisation, au moyen notamment d'un langage commun, d'imposer une vérité, une lecture du réel. Pas de salut en dehors du groupe : on peut avoir raison dans son coin, mais personne ne vit seul dans son coin. Or Internet tendrait à nous convaincre du contraire, que l'on peut avoir raison seul face à son écran.

La nouvelle ère numérique semble ainsi bousculer beaucoup de nos fondamentaux.

1 Henri Bergson – L'idée de temps - Cours du collège de France 1901-1902 – PUF – février 2019

2 La civilisation du poisson rouge – Bruno Patino – éditions Grasset – avril 2019

3 Voir en ce sens « Le numérique empêche-t-il de penser ? » Bernard Stiegler – revue Esprit – janvier 2014

Certes, il serait excessif de réduire nos réseaux contemporains à un simple outil tentaculaire, confisqué entre les mains d'on ne sait quelle engeance dont le seul dessein serait de comploter contre les libertés individuelles en vue de dominer le monde ou de faire s'effondrer notre civilisation : pas de complot, pas de démiurge, mais en revanche, nous avons tous notre part de responsabilité individuelle dans la manière dont nous utilisons l'outil. Et dans les conséquences que nos comportements produisent.

Bien qu'immatériel, le numérique transforme notre relation au réel. Nos territoires changent : ils n'ont plus la même temporalité, ils n'ont plus la même population, partagent-ils encore la même culture ?

*

Le numérique bouleverse nos territoires.

Le numérique s'est installé dans notre quotidien. A l'origine phénomène urbain, et plutôt occidental, le réseau déploie chaque jour un peu plus son rhizome sur l'ensemble de la planète. A une échelle et à une vitesse inédites.

Un territoire, c'est d'abord une temporalité, à la fois un moment donné dans l'histoire et un temps collectif partagé. Le train a imposé une heure commune à l'ensemble du pays, le TGV a déformé la carte de la France.

Désormais le temps universel de l'Internet permet des communications en temps réel sur la quasi-totalité de la planète. Et c'est le planisphère qui se déforme. On peut désormais coexister sur le même territoire, mais selon différents rythmes, parfois à différentes époques.

Un territoire c'est ensuite une population. La révolution industrielle a contribué à l'émergence du phénomène urbain. Dans les villes industrielles, l'urbanisme était stratégique. Une doctrine urbaine était encouragée qui introduisait notamment la notion de zonages dans le schéma des villes et posait des principes d'aménagement. La population se concentrait autour de l'activité et des services, les campagnes se vidaient à mesure que la ville se répandait, et que l'agriculture intensive réduisait le nombre de bras nécessaires.

C'est dans ces villes modernes que s'est structurée l'offre culturelle publique, la production culturelle non marchande, celle qui n'a pas encore trouvé son modèle économique parce que nouvelle, une offre de l'artiste et non une simple réponse à une demande du consommateur.

Cette offre culturelle de l'artiste existe parce que la moitié de ses coûts de production sont financés par de l'argent public. Elle contribue à l'indispensable éducation artistique et culturelle.

Désormais, sous l'effet des centres-villes devenus inaccessibles aux petits revenus, des quartiers périphériques qui ont perdu leur attractivité, du marché du travail et de la notion même de salariat bouleversés par l'économie du numérique, **l'exode a repris mais sans stratégie collective.**

Cette fois, c'est le retour désordonné vers les territoires ruraux autrefois délaissés. On découvre le péri-urbain, territoires d'exclusion de la ville répandue et non pas dense, et de ses externalités, territoires dont la population cumule parfois des difficultés économiques et sociales, sans rapport avec le potentiel fiscal des collectivités territoriales qui les accueillent.

La question est de savoir si la puissance publique – l'État ou les collectivités territoriales – est en capacité, partant de ce fait numérique, d'imposer une stratégie ordonnée. Le mitage rural n'est sans doute pas une réponse d'intérêt générale quand se pose la question de la préservation des terres à vocation agricole, pas plus que les échanges automobiles pendulaires ne répondent à la nécessaire alternative aux énergies fossiles ou à l'indispensable amélioration de la qualité de l'air. La ville du futur devra probablement être dense, numérique, respectueuse de la bio-diversité : sa stratégie reste à écrire.

Ces territoires partagent-ils encore la même culture ?

Contrairement à l'idée de « désert culturel », les milieux ruraux ont toujours développé leurs propres pratiques, souvent autour de la musique, du bal aux fanfares, mais également autour des feux d'artifice, des fêtes votives ou des carnivals. Et Gustave Flaubert a écrit l'essentiel de son œuvre à Croisset, Julien Gracq à saint Florent-le-veuil, deux territoires que beaucoup auraient du mal à situer sur une carte. Même si l'offre publique physique est inégale, les pratiques culturelles existent et se développent dans tous les territoires.

Le risque c'est d'alimenter le vieux conflit social qui oppose des formes esthétiques à des hiérarchies artistiques. Paris et la province, l'opéra face à la techno. Le plaisir d'une écoute attentive d'un répertoire musical dans l'obscurité d'un lieu patrimonial urbain, face à une rave improvisée dans un champ qui fait s'agiter dans la sueur un public qui hurle à en couvrir le son.

Le risque serait de jouer Apollon contre Dyonisos : la beauté et les arts contre la folie populaire et collective. La culture des élites urbaines contre la sous-culture des néo-ruraux. Les anciens contre les modernes.⁴

Et désormais la culture matérielle contre la culture immatérielle. Mais sans logique de territoires, désormais tous unis dans la perte de sens du collectif et la solitude face à un écran.

Internet contre le savoir ?

Cela semble injuste de poser la question en ces termes alors que les concepteurs d'Internet l'ont conçu comme un outil de diffusion du savoir. Mais que pèse un Etat, que pèse l'Europe au sein de ce nouveau média ?

Il semblerait excessif d'affirmer que la population se désintéresse de la culture, quand une étude de l'INSEE nous démontrait déjà en 2011⁵ que nos contemporains consacrent une grande partie de leur temps disponible à regarder des écrans : cinéma, télévision, écrans numériques proposent ainsi une offre culturelle considérable. Les Français y consacraient la moitié de leur temps de loisir. Un temps de loisir qui ne cesse de s'allonger. Internet propose dans la quasi-totalité des foyers ou des lieux publics, une offre semblant infinie de contenus, certes divers dans la qualité mais très facilement accessibles. Notamment pour les populations vivant en dehors des villes.

Néanmoins, et c'est un nouvel enjeu pour les services déconcentrés du ministère de la culture, une telle offre n'est pas totalement satisfaisante du point de vue de la diffusion d'une culture de création, culture de l'offre de l'artiste et non pas une réponse mercantile à une demande de consommateur. Un artiste qui nous raconte notre époque telle qu'il la voit et non pas telle qu'on aimerait parfois la

4 Voir en ce sens l'article de Fabrice Raffin, publié dans la revue Nectart – 2019/1 - intitulé « pourquoi la culture est un endroit de conflit social ? », mis en ligne sur CAIRN info le 22 janvier 2019

5 INSEE première – numéro 1377 – novembre 2011 – depuis 11 ans, moins de tâches ménagères, plus d'Internet

voir. Une culture qui faisant appel à la raison, ouvre la voie du chemin qui conduit chacun vers son indépendance. Pour permettre de devenir ce que l'on est, non pas ce d'autres voudraient que l'on soit.

La première question qui se pose est celle de la manière dont le temps disponible est réparti entre les différentes propositions, l'objectif pour ceux dont le modèle économique repose sur la publicité ou la récupération de données valorisables⁶ – les jeux vidéos, les diffuseurs de séries, de films ou de musiques – étant avant tout de capter l'attention le plus longtemps possible, et de diffuser de la publicité.

La deuxième question est celle de l'accompagnement. Car on ne voit que ce que l'on sait. Car la respiration qui permet d'acquérir le savoir dont parlait André Leroi-Gourhan n'est possible que dans l'échange avec l'autre et dans l'acceptation de la différence. Ce qui va à l'encontre des logiques des algorithmes qui pour ne pas nous perdre nous enferment dans nos déterminismes, et qui – jouant de nos émotions – nous tiennent en liesse. C'est la société du spectacle prophétisée par Guy Debord⁷, l'avènement de « l'Homo Festivus-Festivus » raillé par Philippe Muray⁸.

Il ne s'agit pas de stigmatiser la télévision, les séries, les films ou les jeux vidéos : il existe dans chacun de ces domaines une excellence dans l'offre proposée tout comme des contenus parfois médiocres. Mais quelle part pour la production Européenne, quelle part pour l'exception culturelle française ?

Le problème n'est pas nouveau, mais il prend une toute autre dimension dans l'isolement, quand le signe supplée peu à peu le verbe, et quand il n'est plus nécessaire que l'association d'idées soit rationnelle... Le passage de la réflexion au réflexe, c'est l'assurance de la caricature du débat et donc de la détérioration de la relation à l'autre. Cela implique un temps nécessaire pour la transmission. Dans un contexte où – selon le constat posé par Michel Serres⁹ – l'éducation nationale ne contribuerait plus que pour 10 % à cette œuvre de transmission.

Or, s'il existe une offre d'éducation artistique et culturelle dans les lieux de spectacle vivant ou encore dans les musées, de nature à accompagner le spectateur vers la nouveauté et la différence, elle n'existe pas dans les foyers où se consomme Internet. Chacun se retrouve alors livré à lui-même, seul face à son écran. Avec le risque de fuir le réel par peur de l'affronter pour tenter de le changer. Une nouvelle forme de Bovarysme selon Bruno Walther¹⁰. Et que nos choix deviennent avant tout dépendants des déterminismes économiques, sociaux et technologiques.

Le risque est que se développe l'entre-soi, que chacun adopte son propre rythme et emploie son propre langage. Que les repas familiaux ne soient plus partagés mais deviennent du fast-food apporté à domicile par des Uber-livreurs et avalé devant l'écran pour ne pas perdre de temps. Et que le langage du youtubeur dans une pièce devienne incompréhensible à l'amateur de Bergman dans une autre pièce.

6 Parfois à l'insu des utilisateurs : voir en sens l'article de Mark Hunyadi « Du sujet de droit au sujet libidinal – l'emprise du numérique sur nos sociétés » – paru dans la revue Esprit numéro 452 – Mars 2019
7 Guy Debord – La société du spectacle – publié en 1967 – réédité par les éditions Gallimard en 1992
8 « Après l'histoire » - Philippe Muray – éditions Les belles lettres - 2000
9 Entretien accordé au journaliste Philippe Ridet - Arte le 18 mai 2019
10 « Au lieu de rendre la planète plus intelligente, Internet développe une sous-culture de la médiocrité. » Bruno Walther – revue ADN – numéro 17 – mars 2019

Or, le collectif a besoin d'un temps commun tout comme d'un langage commun, outil à la fois collectif et individuel, quel que soit le langage : parlé, écrit, cinématographique, architecturale etc. L'internet peut contribuer à appauvrir les deux. **Voire à imposer une illusion de langage partagé.**

On peut ainsi s'interroger quant à la subjectivité de l'information que nous consultons sur Internet. La source en français devient limitée et cela pose la question de la diffusion du français et de la Francophonie alors que nous approchons du centenaire de la fin du français comme langue de la diplomatie¹¹, l'essentiel de nos consultations s'opère en anglo-saxon et cette information peut contribuer à véhiculer une vision subjective du monde. Qui - pour se faire une opinion – prend le soin de consulter également des sites en arabe, en russe ou en chinois ? Qui par ailleurs dispose d'une telle expertise pour le faire ? Dans ce contexte, l'image devient une sorte de nouvel esperanto, au sein duquel le réflexe se substitue à la réflexion, l'émotion à la raison : mais qui par ailleurs nous enseigne à lire l'image, le vocabulaire et la grammaire de l'image fixe ou animée ?

La crise du collectif à laquelle nous assistons, tend à fragmenter le groupe social en une somme de minuscules « entre-soi » – et de ce point de vue, l'explosion des réseaux sociaux dématérialisés participe à l'accélération d'un phénomène qui isole au lieu de rassembler, qui confine les échanges au sein de tribus convaincues – et interroge notre capacité à transmettre.

*

Face à ce défi, la puissance publique cherche de nouvelles réponses. Il s'agit, en prenant en compte ce nouvel espace public numérique, de continuer à diffuser ce qui constitue la mission première du ministère de la culture : permettre au plus grand nombre d'accéder aux œuvres de l'Humanité. Dans le but, au moyen d'actions d'éducation artistiques et culturelles dispensées tout au long de la vie, de développer l'esprit critique et permettre à chacun de se libérer des déterminismes. Et permettre un égal accès au savoir, faire en sorte de sortir de cette terrible logique sociale des héritiers qui fait que la fortune – qu'elle soit matérielle ou immatérielle - s'accumule toujours et de plus en plus chez les mêmes. Ne pas oublier que la connaissance, c'est le pouvoir.

Dans cette quête nouvelle, une note d'espoir nous est transmise par les jeunes générations : les hacktivistes semblent partager cette ambition portée par André Malraux il y a soixante ans lors de la création du ministère de la culture. Flore Vasseur¹², dans un ouvrage récent, rendait ainsi hommage à Aaron Swartz, fervent partisan de la liberté numérique, qui consacra sa vie à la défense d'une « culture libre », convaincu que l'accès à la connaissance était un moyen d'émancipation et de justice.

Ma conclusion tiendra donc en une simple recommandation : face à ces nouveaux enjeux, n'oublions pas de faire confiance à la jeune génération !

Je vous remercie.

11 Le traité de Versailles signé le 28 juin 1919, est pour la première fois rédigé en Français et en Anglais. Le premier traité international rédigé exclusivement en français est le traité de Rastatt (1714), qui marque la fin de la guerre de Succession d'Espagne.

12 Flore Vasseur – Ce qu'il reste de nos rêves – Editions des équateurs – Janvier 2019